

La Voix de l'Opposition de Gauche

DOCUMENT

Les États-Unis sous-traitent de plus en plus la gestion de leurs conflits à des entreprises privées, créant un marché de la guerre qui n'a aucun intérêt à disparaître. slate.fr 15 janvier 2020

Le président Donald Trump évoque fréquemment sa volonté de rapatrier les troupes américaines de pays comme la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan, et de mettre un terme aux «*guerres sans fin*» dont il a hérité. Mercredi 22 janvier encore, il [fanfaronnait](#) : «*Nous avons quitté la Syrie.*» Ce n'est même pas vrai [officiellement](#), mais le nombre de soldats qui restent n'est qu'une partie de l'histoire. Certaines forces sur le terrain ne sont pas comptabilisées du tout.

Dans un stupéfiant [reportage daté du 22 janvier](#), le New York Times révèle les détails d'une attaque perpétrée le 3 janvier par le groupe de djihadistes somaliens al-Chabab contre une base au Kenya voisin, et qui a tué trois Américains. L'incident a tant inquiété le Pentagone que ce dernier a hâtivement envoyé 100 soldats rétablir la sécurité à la base kenyane de Manda Bay. En revanche, il n'a quasiment eu aucun écho aux États-Unis, peut-être parce qu'il s'est produit après [le meurtre d'un autre sous-traitant, en Irak](#), événement déclencheur du cycle de représailles qui a poussé les États-Unis et l'Iran au bord de la guerre. Deux des trois Américains tués étaient des contractuels civils.

La guerre devient moins visible

Les États-Unis s'appuient de plus en plus sur des prestataires privés pour un grand nombre d'opérations militaires à l'étranger, ce qui dissimule la véritable ampleur de la portée militaire américaine, et provoque de nombreux nouveaux dangers. Si Trump rapatrie davantage de troupes – le Pentagone [serait en train d'envisager](#) un retrait majeur d'Afrique, alors même que les conflits avec des groupes djihadistes en Somalie et en [Afrique de l'Ouest](#) s'intensifient – ces sous-traitants pourraient voir leur rôle gagner encore en importance.

Il est fort possible que cette situation arrange tout à fait le président Trump. La dépendance de son administration envers les sous-traitants dépasse [de loin le domaine militaire](#). Erik Prince, fondateur de l'entreprise de mercenariat Blackwater (aujourd'hui rebaptisée Academi) et frère de la ministre américaine de l'Éducation Betsy DeVos, joue [un rôle aussi influent qu'officieux](#) au sein de l'administration, et prône publiquement le remplacement des soldats américains en [Syrie](#) et en [Afghanistan](#) par des prestataires privés.

Trump, qui [a récemment claironné, à tort](#), que l'Arabie saoudite payait un milliard de dollars le déploiement de troupes américaines, n'a pas l'air de toujours bien comprendre la différence entre des soldats et des mercenaires. Le recours à des combattants privés colle généralement assez bien avec son approche transactionnelle de la politique étrangère.

«Les sous-traitants sont comme du crack pour les présidents.» Sean McFate, ancien officier de l'armée

Cette dérive vers la privatisation a commencé avant que Trump n'accède au pouvoir. En 2007, pendant le mandat de George W. Bush, des employés de Blackwater avaient tué dix-sept civils irakiens lors du [massacre de la place Nisour](#), suscitant colère et débats autour du recours à des

sociétés de sous-traitance militaire en Irak. Lorsqu'il était sénateur, Barack Obama [avait soutenu un projet de loi](#) visant à réfréner le recours à ces entreprises de sécurité et à les obliger à assumer la responsabilité de leurs actes criminels. Pourtant, une fois président, il s'est énormément appuyé sur elles, même lorsqu'il œuvrait au retrait des troupes.

Comme l'a souligné l'analyste Micah Zenko [en 2016](#): «*Sous Obama, il y a eu plus de morts d'employés d'entreprises de sous-traitance militaire en Irak et en Afghanistan qu'au sein de l'armée américaine déployée dans ces pays.*» Si toutes les candidat-es démocrates aux élections présidentielles se sont engagées, à divers degrés, à rapatrier les soldats américains et à mettre un terme aux «*guerres sans fin*», il faut se demander à quel point ils et elles marcheront dans les pas d'Obama, et se contenteront de tout simplement privatiser ces guerres.

«Les sous-traitants sont comme du crack pour les présidents, parce qu'ils leur permettent d'augmenter la force de frappe de l'Amérique, sans la surveillance du Congrès. C'est un moyen de contourner l'obligation démocratique de rendre des comptes sur l'usage de la force militaire», explique Sean McFate, ancien officier de l'armée qui a travaillé en tant que prestataire militaire privé en Afrique, et enseigne aujourd'hui à l'École de relations internationales de Georgetown, à Washington.

L'intensification de la privatisation rend la guerre moins visible, et donc bien plus commode. Comme dans le cas des drones armés, toute option diminuant les coûts politiques de la force militaire a tendance à la rendre plus attrayante. Et, au fil du temps, le Congrès et les médias ont relâché leur surveillance.

«[Ils] se fichent des mercenaires qui reviennent dans des cercueils.» Sean McFate, ancien officier de l'armée

Opérant en toute discrétion, les prestataires de services militaires ont été impliqués dans une flopée de violations du droit du travail, [allant jusqu'à la traite d'êtres humains](#). Les personnes engagées dans les combats n'ont pas le même accès aux soins médicaux et à la logistique que les soldats – après la récente attaque de missiles iranienne, si les militaires [ont été évacués](#) en Allemagne pour y être soignés pour des commotions cérébrales, les mercenaires blessés ont généralement reçu des soins médicaux dans le pays où ils s'étaient battus.

Et comme le montre l'incident Blackwater, les sous-traitants ne sont souvent pas tenus de rendre les mêmes comptes que les militaires pour leurs violences et leurs crimes de guerre. Globalement, les prestataires privés sont là pour être invisibles. En règle générale, le Pentagone [ne recense même pas le nombre de morts](#) dans leurs rangs. «*Les Américains se fichent des mercenaires qui reviennent dans des cercueils*», explique Sean McFate. «*Mais les Marines qui reviennent dans des cercueil, ça, ça les dérange.*»

La mort, en décembre, de [Nawres Hamid](#), qui travaillait comme interprète pour l'armée américaine en Irak, est une exception à la règle: elle a déclenché un incident international majeur. Ce qui avait probablement plus de rapport avec la motivation de l'administration Trump de faire dégénérer le conflit avec l'Irak qu'avec l'incident lui-même. La quasi-absence de réaction après l'attaque au Kenya est plus représentative. Si un soldat n'y avait pas trouvé la mort, elle aurait sans doute bénéficié d'encore moins d'attention.

Selon un rapport du Pentagone datant de 2018, le premier à reconnaître la présence de sous-traitants dans la zone de guerre syrienne, l'armée américaine s'appuie sur [environ 5.500 prestataires](#) en Irak et en Syrie. Environ la moitié sont des citoyen-nes américain-es, et le [reste sont originaires de pays](#)

[tiers](#). La majorité ne va pas directement au combat mais on peine à dire, en se basant sur les rares données officielles disponibles, combien de personnes y sont réellement, ou ce qu'elles y font exactement. Et c'est peut-être tout à fait délibéré. Dans des zones de guerre non-officielle comme la Somalie, la situation [est encore plus trouble](#).

Marché mondial de la guerre

Les États-Unis ne sont pas le seul pays à s'appuyer de plus en plus sur des mercenaires pour faire la guerre. La Russie a déjà eu recours à des entreprises privées pour se livrer à des opérations militaires semi-officielles qu'elle pouvait ainsi nier en restant crédible en Ukraine, en Syrie et dans des contrées [bien plus lointaines](#). La plus célèbre est le [groupe Wagner](#), contrôlé par un allié de Poutine, Evgueni Prigojine –un nom connu des lecteurs du [rapport Mueller](#) puisqu'il est également lié à l'agence russe Internet Research Agency, de sinistre réputation.

Début 2018, une frappe aérienne américaine a tué [quelque 300 mercenaires russes](#) employés par Wagner qui se battaient aux côtés des forces syriennes gouvernementales. Cet incident illustre l'étrange nature de la guerre privatisée moderne. Les États-Unis ont tué plus de Russes qu'à n'importe quel moment de la Guerre froide, mais les deux camps ont rapidement glissé le problème sous le tapis. Les choses auraient pu tourner tout autrement si les Américains avaient tué des soldats russes en uniforme.

«Beaucoup de mercenaires ont commencé par des contrats passés avec le gouvernement américain.» Sean McFate, ancien officier de l'armée

S'il est légitime d'éprouver du soulagement à l'idée que ce genre d'incident ne dégénère pas en conflit atomique, on peut tout de même s'inquiéter de cette privatisation progressive de la guerre. L'impact à long terme du phénomène préoccupe Sean McFate, car si les politiciens estiment que lorsque les mercenaires ont fini leurs missions, *«ils réintègrent tout simplement la vie civile»* comme des soldats ordinaires, ce n'est souvent pas le cas, explique-t-il.

«Nous voyons des mercenaires dans le monde entier, au Yémen, en Somalie, en Irak, en Syrie, en Ukraine, au Congo et au Venezuela: beaucoup d'entre eux ont commencé par des contrats passés avec le gouvernement américain dans des pays comme l'Irak», prévient-il. «Ce sont des entités dont le but est de maximaliser les profits. Ils recherchent des clients. Ils finissent par se connaître entre eux. C'est nous qui avons créé cette infrastructure: un marché mondial de la guerre.»